

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 21013 - 78ÈME ANNÉE

Une conquête de l'égalité sociale résultat de la démission des députés communistes Paul Vergès et Elie Hoarau contribue fortement à l'activité économique

Allocation de rentrée scolaire : plus de 50 millions d'euros de l'égalité sociale bienvenus pour les braderies commerciales

Si l'allocation de rentrée scolaire est versée à La Réunion dans les mêmes conditions qu'en France, c'est la conséquence de plusieurs décennies de bataille pour le respect de l'égalité sociale. Le point d'orgue de la lutte fut la démission de Paul Vergès et d'Elie Hoarau de l'Assemblée nationale pour protester contre une loi inscrivant dans le marbre le statut d'inférieur imposé aux Réunionnais et impulser sur le terrain l'élan décisif pour gagner. Exemple du résultat de cette lutte : plus de 50 millions d'euros versées aux familles réunionnaises au titre de l'allocation de rentrée scolaire qui vont contribuer à l'activité économique, notamment au succès des braderies commerciales où les Réunionnais seront nombreux à acheter des fournitures scolaires.

Selon les données de la Caisse d'allocations familiales de La Réunion, près de 80000 familles réunionnaises avaient bénéficié en 2021 de l'Allocation de rentrée scolaire (ARS). Elle a concerné plus de 130000 enfants scolarisés. Le montant global de l'aide versée aux familles s'élevait l'an dernier à environ 50,5 millions d'euros. Cette année, le montant de l'ARS est revalorisé de 4 % pour atténuer en partie l'inflation. Globalement, les familles réunionnaises concernées percevront donc plus de 50 millions d'euros.

La démission pour obtenir le respect de l'égalité

Le versement de l'Allocation de rentrée scolaire selon les mêmes critères et les mêmes montants qu'en France n'allait pas de soi. Ce fut le résultat d'une bataille de plusieurs décennies qui connut son point d'orgue en 1987. A ce moment-là, les Réunionnais

étaient toujours traités en inférieurs : le SMIC était plus bas qu'en France, ainsi que les prestations sociales notamment. En 1987, le gouvernement fit voter une loi-programme qui consacrait cette discrimination : les Réunionnais étaient légalement des inférieurs.

Pour protester contre cette injustice et donner une impulsion décisive à la bataille pour la conquête de l'égalité sociale inscrite dans la loi du 19 mars 1946, les deux premiers députés du PCR prirent une décision sans précédent. Au bout d'à peine un an de mandat à l'Assemblée nationale, Paul Vergès et Elie Hoarau remirent leur démission au président de cette institution. Cette décision fut suivie d'une grande campagne de conscientisation menée sur le terrain par les deux ex-députés.

Elle aboutit à l'inscription de l'égalité sociale dans le programme de François Mitterrand, candidat à sa réélection à la présidence de la République en 1988. A La Réunion, le vote Mitterrand triompha. Reconduit à l'Élysée, François Mitterrand lança l'application de la mesure communiste. Cela se poursuivit sous le mandat de son successeur, Jacques Chirac, avec l'égalité du SMIC et du RMI.

Du jour au lendemain, ce furent des milliards qui bénéficièrent directement aux plus démunis : la loi du 19 mars 1946 était enfin appliquée.

50 millions pour l'ARS : un travail communiste

Les plus de 50 millions d'euros versées aux familles réunionnaises sont donc le résultat de cette lutte. Et ils contribuent fortement à l'activité économique de notre pays avec une première application concrète : les braderies commerciales.

Ces foires sont en effet stratégiquement situées dans

le temps entre le versement de l'ARS et la rentrée scolaire. De nombreux Réunionnais fréquentent donc les allées des forains pour dénicher la bonne affaire dans la perspective des achats indispensables pour équiper leurs enfants. L'école n'est pas gratuite, il faut payer de nombreuses fournitures, sans compter l'habillement.

Sans ces plus de 50 millions, il est clair que les braderies commerciales ne pourraient afficher le même bilan financier.

Ces plus de 50 millions d'euros versés directement aux Réunionnais rappellent qu'un député dispose

d'un moyen d'action considérable pour faire avancer la cause de son peuple. Face à une situation bloquée sur le plan parlementaire, il est possible de faire sauter le verrou en sortant de ce cadre pour que la masse crée le rapport de force nécessaire pour améliorer la situation.

Paul Vergès et Elie Hoarau ont été exemplaires sur ce point, ils ont agi comme des députés de La Réunion faisant passer la cause du peuple réunionnais avant toute autre considération.

M.M.

Pénurie d'eau en raison d'un événement climatique extrême appelé à se répéter de plus en plus souvent

Sécheresse en France : activation d'une cellule interministérielle de crise

La Première ministre Elisabeth Borne a activé vendredi la cellule interministérielle de crise (CIC), pour faire face à une situation historique de sécheresse qui frappe tout le pays, appelant chacun à préserver les ressources en eau, selon un communiqué de presse publié sur le site officiel du gouvernement.

« L'épisode de sécheresse que nous vivons dans toute la France métropolitaine (sic) est historique. Pour faire face à cette situation exceptionnelle, j'active la cellule interministérielle de crise. Ensemble, soyons responsables : préservons nos ressources en eau », a déclaré Mme Borne.

« Préservons nos ressources en eau »

Cette cellule doit permettre « d'assurer une remontée d'information régulière par les préfets des départements des zones les plus touchées, d'anticiper l'activation éventuelle des plans Orsec "eau" pour les agglomérations concernées et de coordonner les me-

sures de sécurité civile nécessaires », selon Matignon.

Celle-ci assurera aussi un suivi « des impacts de cette sécheresse pour les infrastructures de production d'énergie et de transport et pour le secteur agricole », précise le communiqué.

93 départements concernés par une restriction

Mme Borne a demandé aux préfets de réunir, dès la semaine prochaine, dans chaque zone de tension les commissions locales de l'eau afin d'organiser un dialogue local sur la priorisation des usages en cas de nécessité. En outre, les Français sont appelés à être très vigilants quant à l'utilisation des ressources en eau.

Selon le gouvernement, jusqu'au 5 août, 93 départements sont concernés par une restriction au-delà de la vigilance, sur au moins une partie du territoire : 4 sont en état d'alerte, 23 en alerte renforcée et 66 en crise.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès
77e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergès ; 1957 - 1964 : Paul Vergès ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Vague de chaleur en Europe, nous devons nous attendre à la vivre aussi cette année

Quatre semaines après une première vague de chaleur précoce, la France suffoque de nouveau. Les effets du changement climatique, qui semblaient jusqu'ici lointains, semblent se concrétiser, et donnent un aperçu des décennies à venir. Sommes-nous prêts pour la période de chaleur qui n'annonce ici aussi exceptionnelle ?

Le changement climatique a longtemps semblé n'être qu'une succession de rapports scientifiques alarmants ou de moyennes de températures. Mais la vague de chaleur qui s'abat sur la France début juillet, après celle, précoce, de mi-juin et plusieurs épisodes depuis 2015, change la donne. Si les scientifiques avaient anticipé cette situation et alerté les décideurs, ce qui semblait être une réalité lointaine est devenu perceptible au cours des dernières années. Et donne une idée de ce à quoi ressemblera le climat français d'ici 2050.

« Le changement climatique devient plus perceptible parce qu'il commence à se concrétiser par une succession d'évènements extrêmes impactants », analyse Christophe Cassou, climatologue, directeur de recherche au Cerfacs (CNRS) et auteur du sixième rapport du GIEC. S'il est certes difficile d'établir un lien de causalité entre le réchauffement climatique et chaque évènement extrême, le lien entre l'augmentation de la fréquence et de l'intensité des vagues de chaleur et le réchauffement climatique a été clairement démontré par les scientifiques. Les statistiques de Météo-France confirment cette tendance. L'agence française a recensé 44 vagues de chaleur à l'échelle de la France depuis 1947, la dernière étant celle de juin 2022. Et sur les 35 dernières années, les vagues de chaleur ont été trois fois plus nombreuses que sur les 35 années précédentes. Le nombre de jours de vagues de chaleur a par ailleurs été multiplié par neuf.

A la Réunion, la saison très chaude dure 3,9 mois, du 15 décembre au 12 avril, avec une température quotidienne moyenne maximale supérieure à 29 °C. Le mois le plus chaud de l'année à La Réunion est février, avec une température moyenne maximale de 30 °C et minimale de 24 °C. La saison fraîche dure 3,6 mois, du 13 juin au 30 septembre, avec une température quotidienne moyenne maximale inférieure à 26 °C. Le mois le plus froid de l'année à La Réunion est août, avec une température moyenne minimale de 19 °C et maximale de 25 °C. Si on vit un épisode similaire à la France dès cette année, soit une hausse des températures de 4,7 degrés, on aura une température moyenne de 33,7 degrés, pendant la période chaude, sans compter les pics de chaleur à plus de 42 degrés. Ceci étant dit, sommes-nous prêts à faire face aux conséquences d'un évènement prévisible.

Les vagues de chaleur comme celle qui traverse la France risquent donc de devenir la norme en été, tandis que les épisodes extrêmes seront encore plus marqués. « Dans un scénario d'émissions plus modérées de gaz à effet de serre (GES), la vague de chaleur historique de juillet 2019 correspond à une vague de chaleur modérée dans un climat futur », prévient Aurélien Ribes. Il est impératif de penser La Réunion de demain dans ces conditions. Et la première des corrections indispensable est le calendrier scolaire, nous ne savons pas non plus les impacts sur la production agricole et la force des cyclones. Il nous faut changer de paradigme et ne plus fermer les yeux sur le monde qui nous entoure. C'est simplement plus facile que de croire que les choses vont se faire toutes seules, mais nous allons droit à la catastrophe si nous ne changeons pas de logiciel immédiatement.

« A quoi bon avoir une maison si l'on n'a pas de planète acceptable où la mettre ? » Henry David Thoreau

Nou artrouv'

David Gauvin

Oté

I vo myé prévnir ké guérir ! Mé si prévnir lé tar ! I fo guérir astèr

Mi koné pa si zot i rogard bien zaktyalite dsi bande gran média kissoi dann télé, kissoi dsi zot téléphone, kissoi ankor si zot i ékoute la radio mé antouléka néna de koi fé travaye nout tête dsi la késtyon l'avnir, la n'ote, épi sète bande zénération va vni apré nou. Pé s'fèr galman dsi l'avnir pou l'imanité dsi la tèr.

Partou zot i parl réshaufman klimatik épi son bande konsékanss : néna la foré i bril in pé partou, néna la séshrèss sansa lo tro d'lo, néna la mèr i shof, néna glassyé k'i fonde. An touléka sa i boulvèrs a vi d'moune é é bien danzéré...

Mé mi poz amwin késtyon kant mèm :

Néna trantan par-la i anparl réshofman-dérègloman klima mondyal. Paul Vergès kan li lété sénatèr i la fé vote in loi — a l'inanimité siouplé — pou mète l'ONERC an plass. Shak ané li téi fé in rapor. Shake ané gouvèrnman l'avé son légzanplèr. Konéssan nout kamarade, mi pé dir azot li la pa solman fé in rapor dsu léta lo réshofman-dérègloman, li la propoz ossi bande solission... Bande solission pou prévnir bande dézagréman ni koné koméla mé aparaman, in pé partou dan La frans la pa fé arien pou prévnir.

Astèr ni koné dopi in bon koupe de tan in bonpé d'moune, in bon pé mouvman déssèrtin parti la pa arète tir lo signal d'alarme... mé aparaman si i ékoute bande viktime la séshrèss, sansa l'inondasyon, in pé partou la pa fé an tan vouli la prévanasyon k'i fo. Alor zordi ké nou lé anplin d'dan lo shanjman klimatik bokou i domande azoyt kossa i fo fé astèr.

Prévnir lé tar. Guérir, pa sir si lé ankor tan !

Antouléka, i fo éssyé — A bon ékoutèr, salu !

Justin